

MARCHE PUBLIC DE CONTROLEUR TECHNIQUE

N° 2025DPIGPI720-CT

01f_Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maître de l'ouvrage

Université de Lorraine

Objet du marché

Mission de Contrôle Technique dans le cadre de la réhabilitation des ailes centrale, ouest et des amphithéâtres bâtiment UFR SHS sur le campus du Saulcy à Metz (57).

SOMMAIRE

<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>4</u>
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	4
1.4 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	4
1.5 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	4
1.6 - DUREE DU MARCHE	4
1.7 - MODE D'ATTRIBUTION DES TRAVAUX	4
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 3 : RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 4 : MISSIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5 : PHASES D'INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE ET DELAIS D'EXECUTIONE</u>	<u>5</u>
5.1 – PHASES D'INTERVENTION	5
5.2 – DELAIS D'EXECUTION	6
<u>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTROLE</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIERES</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 8 : PRIX DU MARCHE</u>	<u>7</u>
8.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	7
8.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	7
<u>ARTICLE 9 : AVANCE</u>	<u>7</u>
9.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	7
9.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	8
<u>ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</u>	<u>8</u>
10.1 - ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS	8
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	8
10.3 - DELAI DE PAIEMENT	9
<u>ARTICLE 11 : PENALITES DE RETARD</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 12 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 13 : ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 14 : RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 15 : ASSURANCES</u>	<u>10</u>

ARTICLE 16 : REGLEMENT DES LITIGES	10
---	-----------

ARTICLE 17 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	10
---	-----------

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES	10
---	-----------

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Mission de Contrôle Technique pour la réhabilitation des ailes centrale, ouest et des amphithéâtres bâtiment UFR SHS sur le campus du Saulcy à Metz (57).

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions des articles R125-17 à R125-21 du Code de la construction et de l'habitation-Section 2 : Contrôle technique obligatoire

Lieu(x) d'exécution : Ile du Saulcy – 57000 Metz

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre ainsi que ses missions seront précisées ultérieurement au contrôleur technique.

1.4 - Ordonnancement, Pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier sera assurée par un membre de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination pour cette opération de **niveau I** sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

1.6 - Durée du marché

La durée du marché est indiquée à l'Acte d'Engagement.

1.7 - Mode d'attribution des travaux

A titre indicatif, la dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) (pièce 01d_AE)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) (pièce 01f_CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (01e_CDPGF)
- Le mémoire justificatif du titulaire
- Le planning prévisionnel de l'opération (pièce 03_Planning prévisionnel de l'opération)

Article 3 : Responsable technique du contrôle

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-P.I.

Article 4 : Missions du contrôleur technique

Les missions confiées au contrôleur technique concernent les natures d'aléas suivantes :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public (ERP) ou de grande hauteur (IGH)
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
F	Fonctionnement des installations
Ph	Isolation acoustique des bâtiments
Th	Isolation thermique et économies d'énergie
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
LE	Solidité des existants
AV	Stabilité des avoisinants
GTB	Gestion technique des bâtiments
PV	Rédaction et suivi des procès-verbaux sur le chantier
DEM	Solidité des avoisinants (en cas de démolition des ouvrages existants)
Notices	Avis porté sur les notices de sécurité et d'accessibilité
ATTHAND	Attestation d'accessibilité handicapée
VAMST	Vérification initiale des installations électriques

Les missions devront être conformes à la norme NF P03-100.

Article 5 : Phases d'intervention du contrôleur technique et délais d'exécution

5.1 – phases d'intervention

Le contrôle technique s'exerce pendant les phases suivantes :

- Phase 1 : Examen des documents d'étude de conception et formulation des avis correspondants se concrétisant par l'établissement du rapport initial provisoire de contrôle technique, suite à la réception du dossier PRO et rapport initial suite à la réception du Dossier de Consultation des Entreprises ;
- Phase 2 : Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants ;
- Phase 3 : Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants ;
- Phase 4 : Dans le cadre de l'activation de la mission SEI : le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT), réalisé en fin d'opération ; Rapport final, attestations (HAND, VIEL...)

- Phase 5 : Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

5.2 – délais d'exécution

PHASE	DOCUMENTS	DELAIS D'ETABLISSEMENT (en jours calendaires)	DECLENCHEMENT
1	Examen des documents d'étude de conception et formulation des avis correspondants	14	Réception du document par le contrôleur technique
	Rapport initial provisoire suite à la réception du PRO	14	À compter de la date de réception du PRO par le contrôleur technique
	Rapport initial suite à la réception du DCE	14	À compter de la date de réception du DCE par le contrôleur technique
2	Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants	7	À compter de la date de réception des documents par le contrôleur technique
3	Examen sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants	7 jours pour les documents 2 jours pour les visites	À compter de la date de réception des documents par le contrôleur technique ou à compter de la visite
4	Dans le cadre de l'activation de la mission SEI : le rapport de vérification réglementaire après travaux (RVRAT), réalisé en fin d'opération.	7	À compter de la dernière visite de fin de travaux par le contrôleur technique et 1 semaine avant la date de la commission de sécurité
	Rapport final. Attestations (Hand, Viel,...)	14	Après la date de demande du maître d'ouvrage et 1 semaine avant la date de la commission de sécurité le cas échéant
5	Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.	7	Après la date de demande du maître d'ouvrage

Article 6 : Conditions d'exécution du contrôle

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au maître d'ouvrage ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au maître d'ouvrage les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux -ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :

- ♦ informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
- ♦ donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le maître d'ouvrage.

Article 7 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 : Prix du marché

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

8.2 - Variations dans les prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 soit février 2025.

La révision mensuelle est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donné par la formule :

$$C = I_m / I_0$$

dans laquelle I_m et I_0 sont les valeurs prises par l'index ingénierie (ING) respectivement au mois m0 (mois d'origine) et au mois m (mois de révision).

Ce mois « m » est déterminé comme suit : Index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procèdera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Article 9 : Avance

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

L'option B de l'article 11 du CCAG PI est retenue. Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % ou à 30% lorsqu'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est calculé dans les conditions de l'article R2191-7.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiement partiels définitifs

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 5 du présent document.

Pendant la période d'exécution, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le maître d'ouvrage sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le contrôleur technique et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au contrôleur technique pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. En cas d'actualisation il est produit par le coefficient d'actualisation défini à l'article 9.2 de ce montant évalué en prix de base qui comprend l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour le versement du solde, le contrôleur technique adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du C.C.A.G.-P.I.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le Maître d'Ouvrage de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

L'utilisation de ce portail nécessite la création d'un compte gratuit par contrôleur technique afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Les codes obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de l'Université de Lorraine via CHORUS PRO sont :

SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

CODE SERVICE obligatoire : UL1AVECEJ

Numéro d'Engagement juridique (EJ) obligatoire : numéro de bon de commande (4500 suivi de 6 chiffres).

10.3 - Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Article 11 : Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 13.2, la date d'expiration du délai d'exécution est la date d'admission par le représentant du maître d'ouvrage du livrable.

Par dérogation à l'article 14.2.4, les pénalités de retard sont applicables sur simple constat et sans mise en demeure préalable adressée au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.2.3, le titulaire subi, par jour de retard dans la remise des documents, une pénalité journalière de 100,00 Euros pendant les 5 premiers jours de retard, puis 200,00 Euros au-delà.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalités, quel que soit le montant total de celles-ci.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Article 12 : Droit de propriété industrielle et intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du titulaire telle que définie au C.C.A.G.-P.I.

Article 13 : Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 22 du C.C.A.G.-P.I. le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du contrôleur technique définie au présent C.C.A.P. Aucune indemnité de résiliation n'est versée au titulaire.

Article 14 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G.-P.I.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 3.4.3 du CCAG-PI emporte résiliation du marché sans indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans les articles R2143-6 à R2143-12 et R2143-16 du Code de la Commande Publique il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 15 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L.241-1 du Code des assurances.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Article 16 : Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Article 17 : Clauses complémentaires

Sans objet.

Article 18 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 11 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Signature du maître d'ouvrage

Signature titulaire